BON À SAVOIR

BUDGET COMMUNAL AU TOGO : D'OÙ VIENT L'ARGENT ET COMMENT IL EST DÉPENSÉ ?

GRATUIT

TOGO emergent

MAGAZINE MENSUEL D'INFORMATION N°029

JUILLET 2025



Focus MANDATURE COMMUNALE



SIX ANS D'APPRENTISSAGE, D'AVANCEES ET DE DÉFIS

Immersion

LES TAMBOURS PARLANTS DU TOGO : ENTRE RITES FUNÉRAIRES ET MÉMOIRES VIVANTES





EDITORIAL

DÉCENTRALISATION AU TOGO : UN PREMIER CYCLE FONDATEUR, UN SECOND MANDAT À FORT ENJEU

POLITIQUE

MUNICIPALES 2025 : UN SCRUTIN LOCAL AUX ENJEUX NATIONAUX

SOCIÉTÉ

GESTION COMMUNALE : UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LE DÉVELOPPEMENT À LA BASE

SPORT

SPORT/FOOTBALL : ASKO DE KARA EST SANCTIONNÉ

Les Ateliers iya ACT 3



Inscriptions ouvertes !

Inscrivez-vous dès maintenant

https://bit.ly/ateliersIYA3

Période des inscriptions :

Du 28 Juillet au 08 Août 2025

+228 93 88 36 36

@iya.tg
www.iyatg.com



SOMMAIRE

4 ÉDITORIAL

DÉCENTRALISATION AU TOGO : UN PREMIER CYCLE FONDATEUR, UN SECOND MANDAT À FORT ENJEU

6 FOCUS

MANDATURE COMMUNALE : SIX ANS D'APPRENTISSAGE, D'AVANCEES ET DE DÉFIS

10 POLITIQUE

MUNICIPALES 2025 : UN SCRUTIN LOCAL AUX ENJEUX NATIONAUX

13 ÉCONOMIE

RECETTES FISCALES : LE TOGO MOBILISE 258 MILLIARDS FCFA EN TROIS MOIS

INFLATION À 2,2 % : LE TOGO GARDE LE CAP DE LA MODÉRATION MALGRÉ DES FRAGILITÉS

16 SOCIÉTÉ

GESTION COMMUNALE : UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LE DÉVELOPPEMENT À LA BASE

20 SPORT

SPORT/FOOTBALL : ASKO DE KARA EST SANCTIONNÉ

FTF : LE CHRONOGRAMME DE LA SAISON 2025-2026 EST DÉVOILÉ

22 BON À SAVOIR

BUDGET COMMUNAL AU TOGO : D'OÙ VIENT L'ARGENT ET COMMENT IL EST DÉPENSÉ ?

25 PORTRAIT

EDEM D'ALMEIDA, L'HOMME QUI TRANSFORME LES DÉCHETS… ET LES DESTINS

31 TECH

VIDÉOS GÉNÉRÉES PAR IA : COMMENT LES RECONNAÎTRE À L'ÈRE DE VEO 3 ET DE L'ULTRARÉALISME ?

29 IMMERSION

LES TAMBOURS PARLANTS DU TOGO : ENTRE RITES FUNÉRAIRES ET MÉMOIRES VIVANTES

ÉDITORIAL

Décentralisation au Togo : un premier cycle fondateur, un second mandat à fort enjeu

À l'issue des élections municipales du 17 juillet 2025, le Togo entre dans une nouvelle ère de sa décentralisation. Après six années d'apprentissage, de tâtonnements et de premières réussites, le pays s'apprête à vivre un second mandat local décisif. Une phase de consolidation et de maturation s'ouvre pour les communes, désormais appelées à devenir des leviers stratégiques de développement, d'inclusion et de démocratie de proximité.

Le scrutin municipal du 17 juillet 2025 marque bien plus qu'un simple renouvellement des conseils communaux au Togo. Il vient clore le premier cycle d'une décentralisation entamée en 2019, et ouvrir un second mandat porteur d'attentes, d'ambitions renouvelées, mais aussi de responsabilités accrues. En six ans, la décentralisation togolaise est passée d'un idéal institutionnel à une réalité territoriale en construction.



Aujourd'hui, les résultats de ces élections municipales projettent le pays dans une nouvelle phase, décisive : celle de la consolidation.

La fondation, oui c'est déjà posé. Il fallait bâtir presque à partir de rien. En 2019, le Togo renouait avec des élections locales après plus de trois décennies sans représentants municipaux élus. Les 117 communes du pays ont alors vu émerger de nouveaux visages, des maires issus de divers horizons, parfois néophytes mais animés d'un profond désir de servir. Il a fallu tout apprendre : installer des exécutifs locaux, doter les communes de plans de développement, renforcer les capacités humaines, organiser la collecte des ressources propres, instaurer des mécanismes de redevabilité.

La gouvernance locale s'est heurtée à de nombreux défis : faiblesse des ressources, lenteur de la décentralisation financière, manque d'ingénierie territoriale, attentes sociales parfois démesurées. Pourtant, malgré les obstacles, des acquis tangibles sont visibles. Des communes naguère peu visibles sont aujourd'hui actrices du développement local. Des initiatives innovantes ont vu le jour en matière d'assainissement, de fiscalité locale, de services sociaux de base ou de mobilisation citoyenne. Le premier mandat aura été celui de l'apprentissage, de l'expérimentation, de la mise en place des socles de la gouvernance de proximité.

Avec le renouvellement des conseils municipaux en 2025, s'ouvre une deuxième phase : celle de la consolidation, de la professionnalisation et de la montée en puissance des territoires. Les nouveaux élus, qu'ils soient reconduits ou fraîchement désignés, ne pourront plus invoquer l'état de découverte. Le cadre institutionnel est désormais connu. Les textes sont en place. Les attentes des citoyens, elles, sont plus claires et plus pressantes.

Ce second mandat doit porter une ambition forte. Celle de faire des communes de véritables moteurs de développement économique, de cohésion sociale et de participation démocratique. La décentralisation ne peut plus être perçue uniquement comme une réforme administrative. Elle doit devenir une stratégie nationale de transformation structurelle, portée localement, pilotée localement, évaluée localement.

Dans cette optique, les prochaines années devront mettre l'accent sur la qualité de la gouvernance locale, à travers la formation continue des élus, la transparence budgétaire, l'émergence d'une culture de résultats, et la participation citoyenne, sans laquelle la commune n'est qu'un nom. Le dialogue avec les habitants, les cadres de concertation locale, la redevabilité publique doivent devenir la norme.

Ce qui s'ouvre aujourd'hui n'est pas seulement un nouveau mandat. C'est une opportunité historique de franchir un cap. De passer de communes émergentes à communes stratèges, capables d'anticiper les besoins, de mobiliser des ressources innovantes, de dialoguer avec le secteur privé, les partenaires techniques et financiers, et surtout avec leurs propres populations.

À la croisée des chemins, il revient à chacun, élus, citoyens, autorités centrales, d'être à la hauteur de ce moment. Car le succès de la décentralisation ne se décrète pas. Il se construit. Il se mérite. Il se prouve.



Directeur de publication :
Donis AYIVI

Rédaction :
Tony AMETEPE
Essosimna ASSALIH
Stan AZIATO
Aboubakar AOUDOU
Steven Edoé WILSON

Imprimerie :
Sigmaprint

Conception :
Lomegraph

Contact :
+228 92 56 36 36

E-mail :
contact@lomegraph.tg

Tirage :
500 Exemplaires

Adresse :
Agoe,Anome
Lomé - Togo

FOCUS

MANDATURE COMMUNALE : SIX ANS D'APPRENTISSAGE, D'AVANCEES ET DE DEFIS



Six ans après les premières élections municipales de 2019, le Togo tire un bilan globalement positif de sa politique de décentralisation. Cette réforme majeure a permis de rapprocher l'administration des citoyens, de renforcer les services de base et de stimuler le développement local. Si des disparités subsistent entre communes et que des défis demeurent, les avancées sont saluées par les élus, les populations et les partenaires. Cette première mandature aura été celle de l'apprentissage. La prochaine devra être celle de la consolidation et des réalisations concrètes.

Le 30 juin 2019 marquait une date charnière dans l'histoire institutionnelle du Togo : après 27 années de reports, le pays organisait enfin des élections municipales dans 114 communes, confiant ainsi la gestion de nombreuses compétences aux collectivités locales. Une première dans le pays depuis plusieurs décennies, qui ouvrait une nouvelle ère dans la conduite des affaires publiques.

Cette réforme ambitieuse visait à rapprocher l'administration des citoyens, améliorer la qualité des services de base, renforcer la participation citoyenne et donner un souffle nouveau au développement local. En somme, redonner aux territoires la maîtrise de leur destin.

Des avancées tangibles sur le terrain

Du Golfe à la Kara, en passant par les Plateaux ou les Savanes, les effets de la décentralisation sont visibles. À Lomé, les communes comme Golfe 1, 2, 4 ou Agoè-Nyivé ont vu éclore des projets d'envergure : assainissement urbain, installation de lampadaires publics, reprofilage des routes, équipement d'écoles, renforcement des centres de santé, amélioration de l'état civil…

« Ça n'a pas été facile, mais il faut reconnaître que ça a été une belle expérience. Au soir de cette mandature, on peut noter des avancées, avec quelques réalisations notables dans les communes », affirme Edoh Komi, adjoint au maire du Golfe 2.

Même son de cloche chez Donatien Awesso, élu du Golfe 5 : « Il faut le dire sans ambages, la décentralisation aura eu son mérite d'être. Elle a permis de rapprocher les services de l'administration des populations. »

Pour Ghislain Dzokpé, acteur de la société civile, « Le bilan est positif, surtout qu'il s'agit d'une première expérience. La création des mairies a permis une plus grande implication des citoyens et un lien direct entre élus et administrés. »

Dans la rue, les habitants ressentent le changement. Komlatse, jeune étudiant à Lomé, témoigne : « Avant, légaliser un document, c'était un parcours du combattant. Aujourd'hui, on va à la mairie et en quelques minutes, c'est fait. »

L'amélioration du cadre de vie est perceptible dans plusieurs quartiers grâce aux efforts conjoints des mairies et de leurs partenaires.

Des partenariats essentiels à la dynamique locale

La montée en puissance des communes s'est accompagnée d'un fort engagement des partenaires techniques et financiers. Des projets comme GEDEC-Togo (financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France), ou encore le PAADEC, ont appuyé des dizaines de communes dans les domaines de l'assainissement, de l'énergie durable, du climat ou encore de la gouvernance.

La coopération décentralisée a également pris de l'ampleur : entre 2020 et 2024, 52 accords de jumelage ont été signés entre les communes togolaises et des collectivités étrangères, générant plus de 1,2 milliard de FCFA d'investissements directs dans des projets variés.

L'État togolais, de son côté, a soutenu les communes via le Fonds d'Appui aux Collectivités Territoriales (FACT), ainsi que l'ANADEB, chargée d'accompagner la mise en œuvre de projets sociaux de proximité.



Des écarts persistants entre communes

Si les réalisations sont notables, elles sont toutefois marquées par une inégalité de développement entre les territoires. Les communes les mieux dotées en entreprises et en ressources fiscales, souvent situées dans les grands centres urbains, ont naturellement pris une longueur d'avance sur celles de l'intérieur.

Une situation déplorée par Donatien Awesso : « Il y a un déphasage dans le développement. Certaines communes disposent de moyens conséquents, d'autres peinent à démarrer. »

La dotation de péréquation prévue dans le FACT devrait permettre, à l'avenir, de corriger ces déséquilibres.



Des défis à corriger pour la prochaine mandature

Les six années écoulées ont aussi révélé des faiblesses structurelles : manque d'expérience de certains élus, insuffisance de communication entre maires et populations, retards dans le décaissement des fonds, tensions internes dans certaines équipes municipales…



Selon Ghislain Dzokpé, « Il y a eu des erreurs, des tensions, parfois un manque de transparence. Mais pour une première expérience, l'essentiel a été fait. »

Donatien Awesso estime quant à lui qu'il faut aller plus loin : « Il faudra revoir la loi pour redonner davantage de pouvoir aux conseils municipaux, et moins de centralisation autour des maires. »

Autre point soulevé : la fiscalité locale, parfois mal perçue par les citoyens. « Beaucoup de gens vivaient sans taxes. Aujourd'hui, ils découvrent qu'on ne peut pas vivre dans une commune sans contribuer », rappelle M. Awesso, qui appelle à renforcer la sensibilisation.

Une base solide pour aller plus loin

Malgré les défis, cette première mandature restera comme une expérience fondatrice, qui a permis de poser les bases d'une nouvelle gouvernance de proximité. Les élus, les citoyens et les partenaires semblent déterminés à aller plus loin.

« Personne ne regrettera que la décentralisation ait été faite. Ces six années ont été un apprentissage, et la prochaine mandature doit être celle des réalisations », conclut Donatien Awesso.

L'enjeu, désormais, est clair : consolider les acquis, corriger les dysfonctionnements, et renforcer la confiance entre élus et populations, pour que la décentralisation devienne un vrai levier de transformation durable des territoires togolais.





Data7 Afrique

QUI SOMMES-NOUS ?

Data 7 est une agence spécialisée dans les domaines des données, du développement web et mobile, qui s'engage à accompagner ses clients dans leur transformation numérique. Nous offrons des solutions sur mesure et innovantes pour relever les défis du Big Data, de l'intelligence artificielle et du développement d'applications web et mobiles.

NOS SERVICES

Analyse et traitement de données :

Data 7 vous aide à exploiter tout le potentiel de vos données, en les transformant en informations précieuses pour la prise de décision stratégique.

Intelligence Artificielle (IA) et Machine learning :

Nos experts en IA et Machine learning conçoivent et déploient des modèles prédictifs pour optimiser vos processus métier, anticiper les tendances et améliorer l'expérience utilisateur.

Développement Web :

Nous créons des sites web modernes, fonctionnels et responsive qui s'adaptent à tous les types d'écrans, mettant en avant votre marque et valorisant vos services auprès de vos clients.

Maintenance et support technique :

Data 7 assure un support continu pour garantir la performance, la sécurité et l'évolutivité de vos solutions numériques, tout en restant à l'écoute de vos besoins et de vos évolutions.

Développement d'applications mobiles :

Data 7 conçoit et développe des applications mobiles innovantes et conviviales pour iOS et Android, vous permettant de toucher un public plus large et d'offrir une expérience utilisateur exceptionnelle.

Cloud computing et hébergement :

Nous proposons des solutions d'hébergement fiables, sécurisées et évolutives pour vos applications web et mobiles, ainsi que des services d'intégration et de gestion du cloud.

Conseil et stratégie numérique :

Nos consultants vous accompagnent dans l'élaboration de stratégies numériques adaptées à votre secteur et à vos objectifs, en identifiant les opportunités de croissance et en mettant en place des plans d'action efficaces.

contacts :
+228 **92 15 24 39**
data7afrique@gmail.com

POLITIQUE

Municipales 2025 : un scrutin local aux enjeux nationaux







Avec 1 150 sièges remportés sur 1 527 en jeu, le parti UNIR s'impose sans conteste comme la force dominante politique du pays, reléguant l'opposition à un rôle marginal. Cette victoire municipale, en droite ligne des précédents scrutins législatifs et régionaux, marque un tournant dans la structuration du paysage politique togolais.

Les résultats provisoires annoncés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) sont sans équivoque : le parti UNIR rafle 1 150 sièges, soit plus de 75 % des conseillers municipaux du pays. Loin derrière, l'ANC récolte 51 sièges, suivie de l'UFC (38), de l'ADDI (34), du regroupement TOVIA (24), et du MPDD (17). Ces chiffres confirment une réalité politique désormais bien installée : l'hégémonie électorale d'UNIR et la confirmation d'une opposition en perte d'ancrage et de lisibilité.

Cette domination municipale suit logiquement les tendances observées lors des élections législatives de 2018 et des élections régionales de 2023, où UNIR avait déjà imposé sa suprématie sur l'ensemble du territoire. Contrairement aux périodes passées où l'opposition pouvait s'enorgueillir de quelques bastions, elle peine désormais à se maintenir dans les zones urbaines comme rurales, cédant un espace de plus en plus large à un pouvoir central solidement organisé.

Deux extrêmes désormais ?

Le succès d'UNIR ne s'explique pas uniquement par la faiblesse de l'opposition. Le parti présidentiel a su, au fil des scrutins, se structurer autour d'un appareil solide, reposant sur une stratégie électorale cohérente, une mobilisation constante de ses bases, et une communication politique bien huilée. Il a également capitalisé sur la stabilité politique du pays et sur les résultats visibles de sa gouvernance, notamment en matière d'infrastructures, de décentralisation, de sécurité et d'industrialisation.

À travers une présence continue sur le terrain, une forte discipline interne et une capacité à faire émerger de nouvelles figures locales, UNIR a su se renouveler sans se diviser, ce qui contraste fortement avec la fragmentation chronique des partis d'opposition.

Face à la montée en puissance d'UNIR, l'opposition semble durablement désorientée. Ses principales formations ont abordé ces municipales dans la désunion, avec des stratégies électorales dispersées, des querelles internes non résolues, et une absence flagrante de projet territorial convaincant. L'appel de certains mouvements à boycotter le scrutin ou à en demander le report, dans un contexte où la population aspirait à des réponses concrètes à ses préoccupations locales, a accentué leur perte de crédibilité.

Les électeurs togolais, confrontés à des enjeux quotidiens comme l'emploi, l'assainissement urbain ou les services de base, ont manifestement choisi la continuité et la stabilité, au détriment de discours d'opposition jugés trop théoriques, parfois déconnectés, ou trop centrés sur les polémiques institutionnelles.

Cette large victoire municipale dépasse le simple cadre local. Elle apparaît comme un acte d'approbation populaire envers la gouvernance nationale, incarnée désormais par le président du conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. La politique d'investissement dans les infrastructures, la promotion de la décentralisation, la diplomatie active, et les réformes en matière de sécurité, de santé ou d'emploi des jeunes, semblent avoir été perçues positivement par une grande partie de l'électorat.

En renforçant son assise territoriale, UNIR consolide sa légitimité à tous les niveaux : local, régional et national. Cette dynamique pourrait bien peser fortement dans les futures échéances électorales et redessiner durablement les équilibres politiques au Togo.



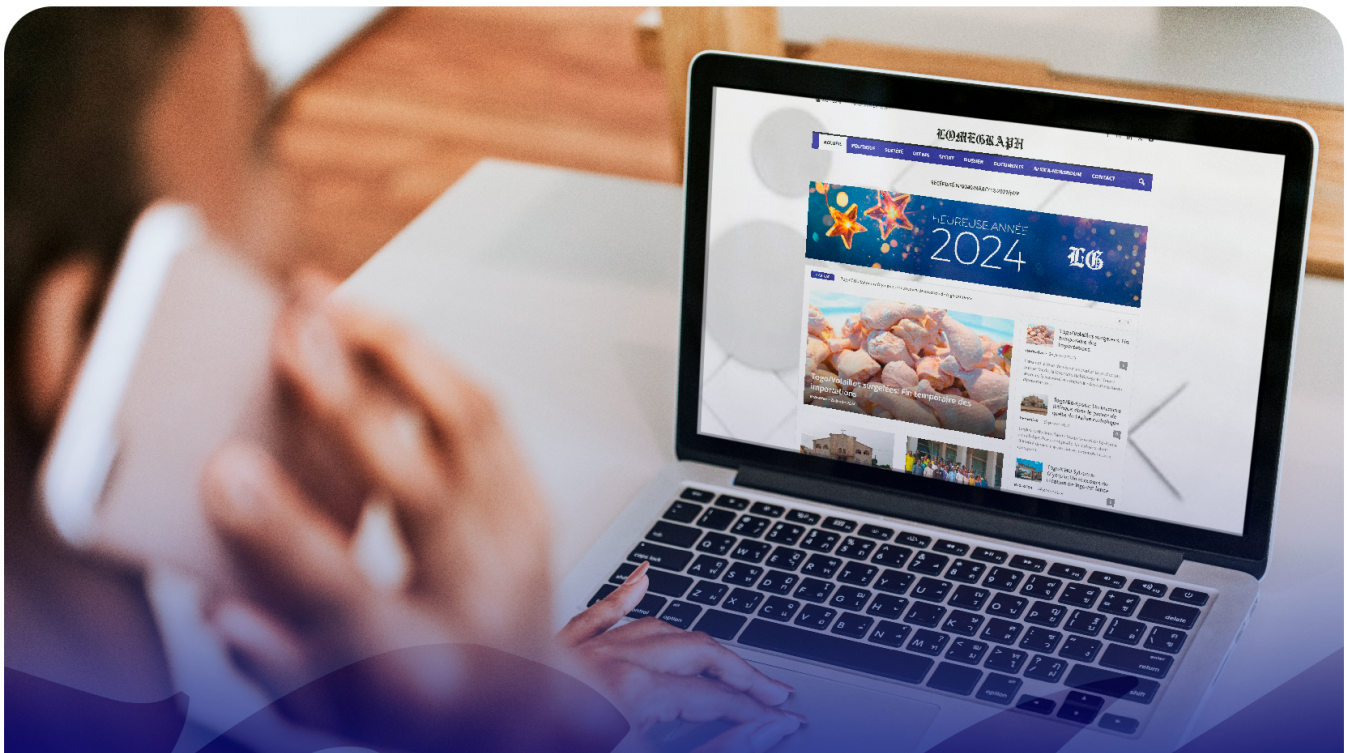
Vers une opposition en reconstruction ou en disparition ?

Ces résultats posent un défi existentiel à l'opposition togolaise. Si elle ne parvient pas à renouveler ses discours, à s'unir autour d'une vision claire, à incarner une alternative crédible enracinée dans les réalités locales, elle risque de sortir durablement du jeu politique. Car au-delà des sièges, c'est la confiance populaire qu'elle semble avoir perdue.

La politique togolaise entre ainsi dans une nouvelle phase : celle de l'hégémonie assumée d'un parti central, face à une opposition éclatée et marginalisée. À moins d'une profonde refondation de cette dernière, UNIR s'installe durablement comme le pivot de la vie politique togolaise.

LOMEGRAPH.COM

L'ACTUALITÉ TOGOLAISE EN UN CLIC !



NOS SERVICES

Contenus promotionnels
(Article, Publi-reportage,
Interview exclusive etc.)

Couverture journalistique

Publication de communiqués
de presse

Article/lien sponsorisé

Insertion publicitaire

Newsletter (Pub Mail)

Flotte-pub Whatsapp

Packages Spéciaux

+228 70 51 15 41 lomegraph

ÉCONOMIE

Recettes fiscales : le Togo mobilise 258 milliards FCFA en trois mois

Le premier trimestre 2025 s'achève sur une note positive pour l'économie togolaise. L'Office Togolais des Recettes (OTR) a annoncé avoir mobilisé 258,06 milliards FCFA de recettes fiscales, soit une progression de 5,81 % par rapport à la même période de 2024. Cette performance est saluée comme un signal encourageant, traduisant à la fois l'élargissement de l'assiette fiscale et l'impact des réformes récentes.

Cependant, ce chiffre ne représente que 21,36 % des prévisions budgétaires annuelles, qui s'élèvent à plus de 1 208 milliards FCFA. Cette réalité expose un double enjeu, celui de maintenir le rythme de croissance des recettes dans un contexte économique encore fragile, tout en assurant la soutenabilité des politiques fiscales mises en œuvre.



Une performance portée par les réformes et l'innovation fiscale

L'amélioration des recettes repose sur plusieurs leviers. D'abord, l'impôt sur les sociétés (IS) connaît une progression significative de 15,31 %, atteignant 31,47 milliards FCFA. Cette hausse traduit un meilleur recensement des entreprises formelles, appuyé par une stratégie d'élargissement de l'assiette fiscale et une relance partielle de l'activité dans certains secteurs.

Ensuite, la mise en place de la TETTIC (taxe sur les entreprises de télécommunications et des TIC) constitue une innovation majeure. Introduite par la loi de finances 2025, elle a généré 1,3 milliard FCFA en trois mois, illustrant une volonté de capter davantage de revenus issus du numérique, un secteur en croissance rapide.

À cela s'ajoute l'impact des réformes douanières, notamment l'adoption du tarif extérieur commun (TEC) révisé de la CEDEAO intégré dans le système SYDONIA, le renforcement de la surveillance territoriale et les contrôles renforcés aux frontières. Ces mesures visent à améliorer la transparence, réduire la fraude et optimiser les flux commerciaux.

Une trajectoire à consolider dans un environnement incertain

Malgré ces signaux positifs, des défis subsistent. La mobilisation actuelle ne couvre encore qu'un cinquième des recettes attendues pour l'année. Si le rythme ne s'accélère pas au deuxième semestre, l'écart avec les objectifs pourrait se creuser. D'autant que la croissance économique reste soumise à des aléas : inflation persistante, volatilité des prix mondiaux, climat des affaires encore fragile.

Autre point d'attention, le poids fiscal croissant sur certains secteurs, notamment les télécommunications, pourrait générer des réticences si ces taxes sont perçues comme excessives. Il faudra veiller à préserver l'attractivité du secteur privé, tout en poursuivant les efforts de mobilisation. Enfin, le lien entre performance fiscale et amélioration des services publics devra être mieux mis en avant. Le consentement à l'impôt dépendra aussi de la perception d'un retour tangible en termes d'infrastructures, de santé, d'éducation ou de sécurité.

La hausse des recettes fiscales au Togo en ce début d'année 2025 illustre une dynamique bien engagée de consolidation budgétaire. Elle confirme les effets d'une stratégie fiscale ambitieuse et d'un pilotage plus rigoureux des ressources. Mais au-delà des chiffres, le véritable enjeu sera de maintenir ce cap tout en instaurant un climat de confiance entre l'administration et les contribuables. Pour y parvenir, il faudra continuer à moderniser les outils, simplifier les procédures, tout en assurant une redistribution visible des efforts fiscaux. La croissance des recettes ne sera durable que si elle s'accompagne d'une croissance de la légitimité et de la justice fiscale.

Inflation à 2,2 % : le Togo garde le cap de la modération malgré des fragilités



Avec un taux d'inflation établi à 2,2 % en mai 2025, contre 2,5 % le mois précédent, le Togo confirme sa trajectoire de désinflation entamée depuis le début de l'année. Ces chiffres, communiqués par l'Institut national de la statistique (INSEED), semblent rassurants. Dans un contexte sous-régional encore marqué par des chocs économiques exogènes, cette évolution modérée peut apparaître comme un signe de résilience.

Mais derrière cette apparente stabilité, les détails de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) révèlent une structure de prix encore très vulnérable, notamment dans les secteurs alimentaires et énergétiques. Si les prix du transport et des produits importés reculent, certains produits de base affichent des hausses spectaculaires. Le soulagement statistique masque ainsi des tensions profondes, ressenties au quotidien par les ménages togolais.

Un ralentissement maîtrisé... mais asymétrique

Le recul de l'inflation globale repose en grande partie sur des facteurs conjoncturels : la baisse des coûts du transport (-2,5 %) et des produits importés (-1,9 %), dans un contexte de léger recul des prix mondiaux du carburant. Ces éléments ont permis d'alléger les pressions inflationnistes globales, tout en renforçant l'effet d'une politique monétaire prudente, alignée sur celle de la BCEAO.

Toutefois, cette modération ne se diffuse pas équitablement dans le panier de consommation. L'IHPC affiche une hausse mensuelle de +0,7 %, tirée par l'augmentation des prix des produits énergétiques locaux, comme le charbon de bois (+10 %) ou le bois de chauffe (+16,3 %). Ce phénomène révèle une dépendance persistante à des sources d'énergie non alternatives, en particulier pour les foyers à faibles revenus.

Entre satisfaction institutionnelle et vigilance sociale

Si l'inflation ralentit dans l'ensemble, les denrées alimentaires les plus consommées restent sous tension. L'igname (+15,3 %), le gingembre (+11,1 %) et des plats populaires comme le fufu ou le haricot-gari (+6 %) voient leurs prix s'envoler. Ces hausses touchent directement les ménages urbains et ruraux, pour qui l'alimentation représente plus de 40 % des dépenses mensuelles. Dans ce contexte, la baisse globale de l'inflation pourrait s'avérer statistiquement trompeuse pour une partie de la population. Le paradoxe d'une inflation modérée mais vécue comme élevée souligne la nécessité d'une politique ciblée de soutien aux produits de grande consommation, accompagnée de mécanismes de régulation plus fins.

La stabilité apparente de l'inflation togolaise est une bonne nouvelle macroéconomique, saluée par les institutions internationales comme le FMI. Mais la fracture entre les agrégats économiques et la réalité des ménages appelle à la prudence. Le gouvernement devra veiller à accompagner cette accalmie par des politiques plus inclusives notamment la régulation des marchés, le renforcement de la sécurité alimentaire, l'accès à des sources d'énergie durables. Dans un contexte où la paix sociale reste sensible, notamment en période préélectorale, l'enjeu n'est pas seulement de maintenir l'inflation basse, mais de faire en sorte que cette stabilité soit ressentie dans tous les foyers togolais.

nw
SERIES



IDENTITÉ SECRÈTE

JEUDI ET VENDREDI À 18H00

SUR **NEW WORLD SERIES**

REDIFFUSION 22H

SOCIÉTÉ

Gestion communale : un nouveau souffle pour le développement à la base



L'année 2019 a constitué une étape décisive dans l'histoire politique du Togo, avec l'organisation des premières élections municipales depuis plus de trois décennies. Ce scrutin inédit a conduit à l'installation de 1 527 conseillers municipaux répartis dans 117 communes. Ce qui concrétise la volonté de décentralisation et d'implication citoyenne.

Cette première mandature des maires, a été marquée par un élan de développement, d'innovation et de proximité, qu'on peut saluer. Les populations, principales bénéficiaires de cette dynamique, constatent aujourd'hui des changements concrets qui nourrissent leurs espoirs pour un avenir meilleur avec la décentralisation.

Un renouveau démocratique salué

L'organisation des élections municipales du 30 juin 2019 a été unanimement saluée comme une avancée démocratique majeure. Pour la première fois depuis 1987, les Togolais ont pu choisir leurs représentants locaux, mettant fin à la gestion par délégations spéciales et ouvrant la voie à une administration plus proche des citoyens. Ce retour à la démocratie locale a renforcé le sentiment d'appartenance et d'implication des populations dans la gestion de leur commune.

« Avoir un maire issu de notre communauté, qui comprend nos réalités et nos besoins, c'est une grande avancée pour nous », témoigne un habitant de Zio 1.

Des avancées concrètes dans les services de base

Partout sur le territoire, les maires nouvellement élus se sont illustrés par leur engagement à améliorer la vie quotidienne des citoyens. Les services d'état civil ont été modernisés, facilitant l'accès aux documents administratifs essentiels. « Avant, il fallait attendre des mois pour obtenir un document administratif ou voir une route réparée. Aujourd'hui, tout se fait plus vite et avec le sourire ! », s'enthousiasme une commerçante d'Atakpamé.

Dans de nombreuses communes, des marchés ont été réhabilités, des routes secondaires entretenues et des initiatives d'assainissement lancées avec succès. « Le ramassage des ordures a été renforcé. Avant, les tas d'ordures traînaient des jours. Maintenant, ils passent plus souvent », s'est réjoui Akossiwa, une coiffeuse habitant dans la commune Golfe 5 à Lomé.

Dans la commune Golfe 1 toujours à Lomé, des campagnes de nettoyage impliquant jeunes et associations ont été menées, tandis qu'à Kara, des écoles et centres de santé ont été réhabilités, améliorant un peu le quotidien des citoyens.

« Franchement, je vois qu'il y a eu des efforts au niveau de l'organisation des marchés et de certaines voies qui ont été reprofilées. Même si ce n'est pas encore parfait, au moins dans mon quartier, la route est plus praticable », a confié Yawovi, agent de sécurité à Bè-Klikamé dans la commune Golfe 1. Ces réalisations, rendues possibles grâce au dynamisme des équipes municipales et au soutien de l'État à travers le Fonds d'Appui aux Collectivités Territoriales (FACT), témoignent d'un Togo en pleine transformation.

L'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes au cœur des priorités



La première mandature des maires a vu l'émergence de programmes ambitieux pour l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes. Plusieurs communes ont initié des formations professionnelles, encouragé la création de micro-entreprises et soutenu des coopératives agricoles dirigées par des femmes, notamment à Sokodé.

Ces actions ont permis à des jeunes de s'insérer dans la vie active et à des femmes, de renforcer leur autonomie économique, contribuant ainsi au développement local.

Les maires ont bénéficié de formations continues pour renforcer leurs compétences en gestion administrative et financière. Plusieurs communes ont adopté des plateformes numériques pour améliorer la communication avec les citoyens et garantir la transparence dans la gestion des ressources. Cette nouvelle gouvernance, fondée sur la proximité et l'écoute, a renforcé la confiance des populations envers leurs élus.

Des défis à relever

Si les débuts ont parfois été marqués par des défis logistiques ou financiers, les maires togolais ont su faire preuve de résilience et d'innovation. Grâce à l'accompagnement de l'État et à la solidarité entre communes, des obstacles ont été surmontés, permettant la réalisation de projets structurants et l'amélioration de la qualité des services offerts à la population.

Toutefois, de nombreux défis restent à relever. Dans le Golfe 5, Akossiwa la coiffeuse rencontrée par notre rédaction, a relevé un problème crucial à régler selon elle. « Il y a toujours un problème d'éclairage public dans mon quartier. Ça devient dangereux, surtout pour nous les femmes qui rentrons tard ».

A Adakpamé, dans le Golfe 1, Guy, chauffeur, s'impatiente. « On attend toujours le bitumage des routes secondaires. Pendant la saison des pluies, c'est vraiment difficile de circuler dans certains quartiers. », s'est-il plaint.

D'une commune a une autre, la décentralisation a eu des impacts positifs sur les populations. Ces dernières expriment leur satisfaction quant à la disponibilité des maires, mais espèrent, parfois de façon un peu trop hâtive, que tous les problèmes soient réglés.

Perspectives : une décentralisation toujours plus ambitieuse

Forte de cette première expérience, la décentralisation au Togo doit franchir une nouvelle étape. Les maires, forts de l'expérience acquise, doivent montrer plus d'engagement dans le renforcement de l'autonomie financière des communes et le développement des partenariats innovants, pour le bien-être des populations.

Ces dernières ont déjà montré leur impatience et seront plus exigeantes au cours des six années à venir. Toutefois, il revient également aux populations d'accompagner leurs élus pour un développement en profondeur des collectivités. L'État de son côté, poursuit son accompagnement à travers des réformes ambitieuses et des investissements ciblés, dans la perspective de faire de chaque commune un moteur du développement national.



Sigma Corporation

NOS SERVICES

Stratégie de Marque

Développement d'identité de marques fortes, uniques enracinées dans les valeurs africaines et adaptées à un public mondial.

Audiovisuel

Production de contenus de qualité adaptés aux spécificités locales et aux attentes internationales.

Marketing Digital

Campagne numérique innovantes, SEO, gestion des réseaux sociaux et marketing de contenus.

Formation

Fourniture d'une expertise pointue en rapport avec une signature medias aiguë.

Publicité et Médias

Création et diffusion de publicités impactantes, relations publiques et

Évènementiel et activation de marque

Conception et réalisation d'évènements mémorables pour engager directement votre public cible.

sigmacorpoafric
www.sigmacorporation.pro
+228 9692 6060

SPORT

Sport/Football : Asko de Kara est sanctionné

Dans un football où chaque point compte, la rigueur administrative peut être aussi décisive que la performance sur le terrain. Le verdict de la Commission de Discipline de la Fédération Togolaise de Football (FTF) vient de rebattre les cartes de la 24e journée de championnat. ASKO de Kara, multiple champion en titre, perd par pénalité son match contre l'AC Barracuda. Une décision qui secoue la D1 togolaise.



Le 1er juin 2025, ASKO affrontait Barracuda dans un duel attendu. Mais derrière le spectacle offert ce jour-là se cachait une irrégularité aux lourdes conséquences. Le club de Kara a en effet aligné le joueur SAMA Abdoul-Halimou, pourtant automatiquement suspendu pour accumulation de trois cartons jaunes lors des 1re, 16e et 23e journées du championnat. Une infraction claire au Code disciplinaire de la FTF, notamment aux articles 65 et 191.

Tout est parti d'une réclamation déposée par AC Barracuda, exigeant l'évocation du match sur la base d'un joueur suspendu figurant sur la feuille de match. Une plainte formelle, documentée, qui a conduit la Commission à éplucher les feuilles de match, les avertissements enregistrés et les règles encadrant les suspensions. L'analyse fut implacable. Les trois avertissements de SAMA Abdoul-Halimou sont bel et bien réels, et le joueur aurait dû purger un match de suspension. En le laissant fouler la pelouse, l'ASKO de Kara a fauté.

L'arrêt de la Commission est sans appel :

-Le match ASKO vs Barracuda est déclaré perdu par pénalité (0-3) au détriment du club de Kara.
-L'AC Barracuda récupère les trois points,
-ASKO écope d'une amende de 400 000 FCFA

Cette décision prise le 2 juillet est intervenue dans un contexte où la rigueur disciplinaire devient une exigence pour professionnaliser davantage le football togolais. L'ASKO, club emblématique, se voit ainsi rappeler que la victoire ne se construit pas seulement sur la pelouse, mais aussi dans le respect des règles.

Le club de Kara avait 10 jours pour faire appel devant la Commission de Recours, conformément à l'article 58 du Code disciplinaire. Mais après l'expiration du délai, nous n'avons eu aucun écho concernant une telle action. Les chances d'annulation semblaient d'ailleurs minces, tant les faits paraissent clairs et bien établis.
Cet épisode met en lumière l'importance de la gestion administrative des effectifs, un domaine trop souvent relégué au second plan. À l'heure où le football togolais aspire à plus de professionnalisme, cette affaire pourrait bien devenir un cas d'école, obligeant tous les clubs à redoubler de vigilance dans le suivi disciplinaire de leurs joueurs.

ASKO paie aujourd'hui le prix fort d'une erreur évitable. Quant à Barracuda, c'est une victoire en coulisses qui leur ajoute des points au classement.

FTF : Le chronogramme de la saison 2025-2026 est dévoilé



Le compte à rebours est lancé. Le lundi 7 juillet, la Fédération Togolaise de Football (FTF) a levé le voile sur le chronogramme officiel de la saison 2025-2026. Un document qui pose les jalons d'un exercice sportif attendu avec impatience, dans un contexte où l'exigence de professionnalisme est plus forte que jamais.

Entre compétitions locales, engagements continentaux, et rigueur administrative, cette nouvelle saison s'annonce comme un tournant dans la structuration du football national. Et pour cause, la FTF veut marquer un coup d'accélérateur dans la planification, l'harmonisation et la gouvernance du sport roi au Togo.

Tout commence le 3 août 2025, avec la finale de la D2, qui servira d'ouverture symbolique à la saison 2025-2026. Dès le 11 août, les choses sérieuses démarrent : les clubs pourront officialiser leurs engagements dans les championnats nationaux de D1. C'est également la date d'ouverture de la première période d'enregistrement des joueurs, via le système international TMS (FIFA Transfer Matching System), qui s'étendra jusqu'au 20 octobre 2025.

La FTF prévoit aussi le lancement, à cette même période, des formations, séminaires et ateliers de recyclage à l'intention des entraîneurs, arbitres et dirigeants. Objectif, hausser le niveau de compétence globale et professionnaliser davantage l'écosystème footballistique togolais.

Le 7 septembre, place à la traditionnelle Super Coupe, ultime galop d'essai avant le démarrage des hostilités. Le 14 septembre, le championnat national de D1 masculine ouvrira enfin le bal, dans une atmosphère où chaque point comptera. Une semaine plus tard, entre le 19 et le 21 septembre, les clubs togolais engagés dans les compétitions interclubs de la CAF joueront leur 1er tour, avec l'ambition de faire briller les couleurs nationales sur la scène continentale. Enfin, la première phase d'impression des licences s'achèvera le 4 octobre.

Ce chronogramme ne sort pas du néant. Il s'inscrit dans une démarche volontaire de mise en conformité avec les standards fixés par la Confédération Africaine de Football (CAF). Il reflète également la volonté de la FTF de construire une saison fluide, prévisible et compétitive, en donnant à chaque acteur du football — clubs, ligues, encadreurs — le temps nécessaire pour se préparer sereinement.

Plus qu'un simple calendrier, ce document est le reflet d'une stratégie, celle d'un football togolais en quête de stabilité, de performance et de rayonnement. Avec des échéances clairement balisées, les clubs n'ont désormais plus d'excuses : place au travail, à l'anticipation, et à l'excellence.

À travers cette publication anticipée du calendrier, la Fédération Togolaise de Football donne le ton : la saison 2025-2026 ne sera pas celle de l'improvisation. Elle veut marquer une rupture avec le passé, en renforçant la crédibilité de ses compétitions et en posant les fondations d'une gouvernance moderne du football.

La balle est désormais dans le camp des clubs et des acteurs du terrain. Car si le cadre est posé, le spectacle, lui, ne dépendra que des hommes qui feront vivre les pelouses du pays.



BON À SAVOIR

Budget communal au Togo : D'où vient l'argent et comment il est dépensé ?

Depuis les élections locales de juin 2019, le Togo compte 117 communes dirigées par des conseillers municipaux élus. C'est la première fois que les collectivités locales bénéficient d'une autonomie de gestion aussi affirmée. Cette réforme majeure a redéfini la gouvernance de proximité et repositionné les communes comme acteurs stratégiques du développement local. Mais une question demeure : d'où viennent les ressources financières des communes, et comment sont-elles utilisées sur le terrain ?



Trois sources principales de financement

Le budget communal repose sur trois grands piliers : les ressources propres, les dotations de l'État et les partenariats extérieurs.

Les ressources propres

Ce sont des recettes issues de la fiscalité locale. Elles comprennent la taxe foncière, la taxe professionnelle unique, les droits de marché, les redevances sur les transports, les taxes sur les carrières, l'occupation du domaine public et autres.

Ces ressources sont collectées en grande partie avec le concours de l'Office togolais des recettes (OTR). Leur volume varie selon la capacité économique de chaque commune. En 2021, les communes ont globalement collecté 16,4 milliards de francs CFA selon les données publiées.

Le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT)

Il s'agit d'un mécanisme institué par l'État togolais pour accompagner les communes dans leurs charges. Ce fonds est structuré en trois volets à savoir une dotation de base, une dotation de péréquation (destinée aux communes moins nanties) et une dotation de performance qui récompense les communes les mieux gérées. Pour l'année 2024, le FACT a été doté de 8,5 milliards de francs CFA, et une enveloppe de 10 milliards est prévue pour 2025.

Les financements extérieurs

Plusieurs communes bénéficient également du soutien de partenaires internationaux tels que la coopération allemande (GIZ), l'Union européenne ou encore l'Agence française de développement (AFD). Ces contributions, bien que ponctuelles, permettent la mise en œuvre de projets spécifiques dans les domaines de l'eau, de la santé, de l'éducation ou de l'aménagement urbain.

Répartition du budget : entre fonctionnement et investissement

Le budget communal se compose de deux grandes catégories de dépenses, celles liées au fonctionnement et celles allouées à l'investissement.

Les dépenses de fonctionnement

Elles concernent les charges courantes de la commune comme les salaires du personnel, les indemnités des élus, l'achat de fournitures, l'entretien des infrastructures existantes et les frais de communication. Dans de nombreuses localités, ces dépenses représentent entre 60 et 80 % du budget annuel. Par exemple, la commune de Yoto 3 a consacré en 2024 plus de 52 % de son budget (soit 226 millions FCFA) aux charges de fonctionnement.

Les dépenses d'investissement

Elles financent les projets de développement à travers la construction de routes, d'écoles, de forages, d'infrastructures sanitaires et d'équipements municipaux. À Haho 1, sur un budget global de 400 millions FCFA, 164 millions (soit 41,3 %) sont affectés à des projets comme l'électrification de quartiers, la réhabilitation de hangars de marché, la construction de forages et de bâtiments scolaires.

Des projets concrets réalisés grâce aux budgets

La mise en œuvre des budgets communaux a permis des avancées dans plusieurs localités.

À Agoè-Nyivé 1, les fonds mobilisés ont servi à construire un service pédiatrique à Démakpoè, aménager la voie Togomé-Tazo, installer des ouvrages d'assainissement à Anomé et acquérir des véhicules administratifs. La commune a également lancé un processus de budget participatif, impliquant les citoyens dans l'élaboration du budget 2025.

Dans la commune de Haho 2, le taux d'exécution budgétaire en 2023 a atteint 95 %. Les investissements ont permis la construction de forages, la réhabilitation de marchés et l'équipement d'écoles en mobilier scolaire.

À Yoto 3, les projets phares incluent l'aménagement de routes rurales, la construction de caniveaux, l'extension des réseaux d'eau potable et la rénovation de plusieurs salles de classe.

Le budget communal est bien plus qu'un simple outil comptable. C'est l'instrument central du développement local. Lorsqu'il est bien mobilisé, bien géré et bien exécuté, il permet d'améliorer concrètement les conditions de vie des populations. Routes, forages, écoles, éclairage public, ces réalisations sont le fruit d'un budget planifié, voté et mis en œuvre localement. Pour que chaque commune devienne un véritable pôle de développement, il faut continuer à investir dans la transparence, la rigueur et l'implication citoyenne.





Mandi's @frica Network

NOTRE CABINET

Mandi's Africa Network est un cabinet d'expertise, d'études et de conseil en Développement d'Affaires, Diagnostique Organisationnelle et en Gestion de Projets.

Fondé sur le principe que les organisations doivent être proactives face à l'évolution constante des marchés, nous offrons à nos clients et partenaires des solutions efficaces, durables, adaptées à leur environnement et propices à une croissance soutenue et durable sur le continent africain.

Cabinet d' étude et conseil, Mandi's Africa Network exerce ses compétences fonctionnelles dans tous les secteurs d'activités de l'industrie en passant par l'agriculture, la transformation, la communication des organisations et les TIC.

NOTRE ÉQUIPE

Mandi's africa Network est constituée de professionnels à profil variés et de haut niveau, bénéficiant de parcours complémentaires.

Notre équipe se veut diverse et cohérente, experte et solidaire.

La mise en synergie de nos compétences et actions constitue la garantie d'interventions structurantes rentables pour votre entreprise.

NOTRE PROCESS

Une approche motivante axée sur l'identification des besoins et attentes du client : le client est écouté. Nous vous aidons à dégrossir les informations et démêler les idées. Les besoins réels sont dès lors identifiés.

Une approche proactive unique dont l'ancrage stratégique est sous-tendu par les réalités spécifiques de chaque organisation et de ses besoins propres : adresser des solutions adaptées en fonction des missions, visions et valeurs de l'organisation client.

Une approche inclusive et collaborative axée sur l'accompagnement et l'expertise de MANDI'S AFRICA NETWORK et de son équipe : nous vous impliquons au cœur des réflexions et des décisions stratégiques relatives à la réalisation de vos projets pour mettre en œuvre des actions de changement selon les réalités du marché pour atteindre une performance supérieure durable.

NOTRE MISSION

Nous nous engageons à offrir à nos clients des solutions sur mesure, gage d' efficacité et rentabilité.

Grâce à notre flexibilité, nous les positionnons de manière optimale sur leur marché. En outre, notre vocation est de cultiver un leadership performant et innovant, insufflant ainsi une dynamique positive au sein de leur organisation.

NOS SERVICES

Gestion de Projets
Sondages & Etudes de marchés
Trade Marketing
Diagnostic Organisationnel
Développement d'Affaires

(+228) 2225 4747 / 7077 4747
7974 7474 / 9733 3485
www.mandisafrica.pro
@mandisafrica

PORTRAIT

Edem d'Almeida, l'homme qui transforme les déchets... et les destins



Du revers au renouveau, du déchet à la ressource, du doute à l'inspiration : le parcours d'Edem d'Almeida est celui d'un homme qui n'a jamais cessé de croire en ses rêves. Et surtout, de les transmettre. À travers Africa Global Recycling, Moi Jeu Tri et ses Master Class, il insuffle à la jeunesse africaine un message puissant : tout peut se transformer, même soi-même.

Dans le monde exigeant de l'entrepreneuriat, la ténacité n'est pas une option : elle est une nécessité. Nombreux sont ceux dont les rêves se sont évanouis faute d'avoir su persévérer face aux obstacles. Mais il existe aussi ces profils rares qui, portés par une détermination inébranlable, ont su transformer les embûches en tremplins. Au Togo, Edem Adékunlé d'Almeida incarne brillamment cette seconde catégorie. Pionnier reconnu de la valorisation des déchets, il est devenu, au fil des années, un entrepreneur aux multiples facettes, capable de se réinventer sans renier ses convictions profondes. À travers ce portrait, votre magazine vous invite à découvrir l'homme derrière le nom : un bâtisseur de solutions, façonné par l'épreuve, mû par la passion, et engagé dans la transmission à une nouvelle génération d'acteurs du changement.

Une vie de mouvements, dès l'enfance

Edem d'Almeida a toujours été un homme du mouvement, de l'action. Ce ; depuis son enfance. En effet, bien que né au Togo, il a l'itinéraire d'un enfant de l'Afrique de l'Ouest : après son pays natal qui occupa la majeure partie de son enfance, c'est le Bénin et le Sénégal dans les années 90, qui poursuivirent sa construction. De retour au bercail, les parents d'Edem l'envoyèrent vers un autre destin, en France, dans le but d'y terminer sa scolarité. Toutefois les choses ne se passèrent pas comme prévu puisqu'Edem connut son premier revers, un échec au Baccalauréat.

Mais le jeune homme transforma cette épreuve en l'ingrédient d'un cocktail explosif : celui d'une future carrière construite sur la force d'oser, encore et toujours. Il se tourna dès lors vers la vie active et enchaîna petits boulots et emplois précaires jusqu'en 2005 où un tournant décisif s'opéra. Une formation opportune lui ouvre les portes du groupe SUEZ, géant mondial de la gestion des déchets. Là, au milieu des bennes et des filières de recyclage, il trouva sa voie ; littéralement.

Cette voie le conduisit dans une autre entreprise française du même secteur. En 2011, il décide de sauter dans le grand bain de l'entrepreneuriat en solo en tant que négociant de déchets industriels. Un an plus tard, une autre décision audacieuse embarqua l'homme dans une nouvelle aventure palpitante ; celle de rentrer au Togo avec une une ambition claire : proposer des solutions concrètes aux défis environnementaux de son continent.

Une jeunesse nomade, un destin forgé par les défis



Dès son plus jeune âge, Edem Adékunlé d'Almeida s'est illustré par une énergie débordante et un goût prononcé pour l'action. Homme de mouvement dans l'âme, son parcours personnel s'inscrit dans une géographie affective qui épouse les contours de l'Afrique de l'Ouest. Né au Togo, il grandit entre les rives du Golfe de Guinée et les paysages sahéliens, avec des étapes marquantes au Bénin et au Sénégal dans les années 1990. Ces expériences multiculturelles posent les premières pierres d'une personnalité ouverte, adaptable et profondément panafricaine.

À son retour au Togo, ses parents décident de l'envoyer poursuivre sa scolarité en France. Mais loin du scénario idéal imaginé, le destin lui impose une épreuve de taille : un échec au baccalauréat. Plutôt que de sombrer dans la résignation, Edem transforme cet obstacle en levier de transformation. Il choisit d'entrer dans la vie active, enchaînant petits boulots et emplois précaires qui, loin d'être anodins, forgeront sa résilience et son éthique du travail.

L'année 2005 marque un tournant majeur. Une formation lui ouvre les portes du groupe SUEZ, l'un des leaders mondiaux de la gestion des déchets. C'est dans cet univers peu glamour, celui des bennes, du tri et du recyclage, qu'il découvre une vocation. Cette rencontre avec un secteur en marge, mais vital, agit comme une révélation. Edem y trouve non seulement un terrain professionnel, mais aussi une mission de vie : donner de la valeur à ce que d'autres rejettent.

Fort de cette expérience, il rejoint une autre entreprise française du même secteur, où il affine son expertise. En 2011, mû par l'appel de l'indépendance, il franchit un nouveau cap en lançant sa propre activité de négoce de déchets industriels. Mais l'appel de l'Afrique se fait de plus en plus pressant. En 2012, il prend une décision audacieuse : quitter la France pour revenir s'installer au Togo, avec un projet ambitieux en tête, proposer des solutions innovantes et concrètes aux défis environnementaux du continent. Une aventure entrepreneuriale allait commencer, fondée non pas sur la facilité, mais sur la conviction.



D'un rêve à la réalité : bâtir l'économie circulaire en Afrique



Quand Edem d'Almeida foule à nouveau le sol africain, ce n'est plus en simple élève, mais en entrepreneur aguerri, mû par une vision précise. Loin d'un retour sentimental, il s'agit d'un choix stratégique : mettre son expérience au service de son continent. Nous sommes en 2013. À Lomé, il pose les fondations de Africa Global Recycling (AGR), première entreprise industrielle et commerciale en Afrique subsaharienne spécialisée dans la valorisation des déchets, dotée d'un centre de tri multi-filières. Une véritable innovation dans un secteur encore largement sous-estimé sur le continent.

Mais les premières années ne seront pas de tout repos. Le terrain est vierge, parfois hostile. Les politiques publiques en matière de gestion des déchets en sont à leurs balbutiements. Le grand public, comme les entreprises, restent peu sensibilisés à l'enjeu environnemental. Quant aux investisseurs, le déchet ne fait tout simplement pas rêver : « ce n'était pas sexy », sourit aujourd'hui Edem, avec le recul d'un homme qui sait d'où il vient.

Et pourtant, il tient bon. Parce que derrière l'entreprise, il y a un engagement profond. Edem d'Almeida ne se contente pas de créer une activité : il veut changer de paradigme. Refusant le découragement, il transforme chaque obstacle en opportunité d'apprentissage, affine ses stratégies, contourne les blocages. Pour lui, chaque difficulté est une invitation à faire preuve de créativité et de résilience. Il est convaincu d'une chose : personne ne bâtira son rêve à sa place. Et c'est armé de cette certitude qu'il ouvre une nouvelle voie pour l'économie circulaire africaine, au prix d'un engagement total.

En 2016, l'entreprise franchit une nouvelle étape avec la naissance de l'initiative Moi Jeu Tri, un programme d'éducation environnementale à destination des élèves. Le concept est simple mais puissant : sensibiliser dès le plus jeune âge à la pratique du tri des déchets et aux bons réflexes écologiques. Le succès est immédiat. Face à l'enthousiasme rencontré, Edem décide d'en faire une structure à part entière. En 2017, Moi Jeu Tri devient une association autonome, dotée d'une gouvernance propre et d'une ambition élargie : faire de la transformation écologique un mouvement citoyen et collectif.

Aujourd'hui, Moi Jeu Tri est bien plus qu'un programme éducatif. C'est un véritable pôle de compétences, un catalyseur d'initiatives locales, un accélérateur de changement pour les territoires. Du Togo à la Côte d'Ivoire, du Sénégal à la France, l'empreinte d'AGR et de Moi Jeu Tri ne cesse de s'étendre, portée par une vision à long terme et un leadership engagé. Edem d'Almeida ne se contente pas de recycler les déchets. Il recycle les idées reçues, les fatalismes, les inerties. Il fait de l'environnement non pas une contrainte, mais une opportunité de développement durable, inclusive et porteuse d'espoir pour toute une génération.

Moi Jeu Tri : éduquer, transformer, inspirer

Devenue association en 2017, Moi Jeu Tri incarne l'un des projets les plus emblématiques de l'engagement d'Edem d'Almeida. Derrière ce nom simple et ludique, se cache une ambition puissante : changer le rapport des citoyens africains à l'environnement, en commençant par les plus jeunes. L'idée fondatrice est claire : si l'on veut durablement transformer les comportements, il faut agir sur les mentalités. Et qui mieux que l'enfant, acteur central des familles, pour initier le changement depuis l'école jusqu'au foyer ?

Le programme se structure autour de quatre axes fondamentaux :

1. L'éducation environnementale en milieu scolaire, qui fait des élèves des ambassadeurs du tri, capables de relayer auprès de leurs proches les bonnes pratiques. Ici, le jeu et la pédagogie se mêlent pour faire de la sensibilisation un processus vivant et participatif.

2. L'appui aux collectivités locales dans la co-construction d'écosystèmes territoriaux durables. Parce que les mairies sont en première ligne sur la gestion des déchets, Moi Jeu Tri accompagne les élus dans la mise en œuvre de solutions locales concrètes, avec une approche collaborative.

3. L'inclusion sociale et l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes éloignés de l'emploi. En les formant aux métiers de l'économie circulaire, l'association crée des opportunités économiques nouvelles et fait du recyclage un levier d'autonomisation.

4. La création de chaînes de valeur autour de la valorisation des déchets, pour que ce qui est jeté devienne une ressource, un intrant, un débouché économique durable.

Aujourd'hui, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Présente au Togo, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en France, Moi Jeu Tri travaille avec un réseau de plus de 300 établissements scolaires, 12 collectivités territoriales, et touche plus de 240 000 bénéficiaires directs. Son rayonnement s'étend à des partenaires publics, privés et internationaux, avec lesquels elle construit des solutions sur mesure.

Mais au-delà des chiffres, Moi Jeu Tri est un état d'esprit. Celui d'une jeunesse consciente, formée, actrice de son avenir. Celui d'un continent en mouvement, qui ne veut plus subir les modèles venus d'ailleurs mais fabriquer ses propres réponses aux défis environnementaux. Edem d'Almeida, en visionnaire lucide, l'a bien compris : l'avenir de l'Afrique ne se fera pas contre l'environnement, mais avec lui, par lui et pour lui.

« Le déchet n'est pas une fin en soi, c'est un début possible. Une matière brute d'où peut jaillir de la valeur, de l'innovation, de la dignité pour ceux qui y travaillent », aime-t-il répéter. À travers Moi Jeu Tri, il transmet cette vision à des milliers d'enfants, de jeunes, d'élus et de citoyens. Et il le fait sans jamais sombrer dans le pessimisme ou la leçon de morale.

Ce qu'il prône, c'est une écologie pragmatique, inclusive, populaire, au service du mieux-vivre ensemble.



Masterclass Edem d'Almeida : provoquer l'ambition, cultiver l'audace

« Tu es ta plus belle opportunité. » Ce mantra résume à lui seul la philosophie d'Edem d'Almeida. Fort de plus de quinze années d'expérience entrepreneuriale, en Afrique comme en Europe, l'homme porte désormais un regard lucide mais bienveillant sur la jeunesse togolaise. Il en connaît les espoirs, mais aussi les doutes et les errements. Et il en est convaincu : sans repères solides, sans modèles inspirants, sans passeurs d'expérience, beaucoup de jeunes passent à côté de leur potentiel.

C'est ce constat qui a nourri la création d'une initiative originale, unique en son genre : la Masterclass Edem d'Almeida. Un espace atypique, à la croisée du coaching, du spectacle vivant et de la transmission intergénérationnelle. Ici, pas de discours abstrait ni de conférence académique : la parole se libère, le corps s'exprime, l'émotion circule, au service d'une seule cause — redonner aux jeunes la foi en eux-mêmes.

Chaque édition est pensée comme une expérience immersive, à la scénographie soigneusement travaillée : lumières, sons, slams, chorégraphies, sketchs, performances orales. L'univers est décalé, mais le fond, lui, est d'une redoutable précision. Les thèmes abordés parlent aux cœurs et aux consciences : *Provoquez vos opportunités, Écris ta légende personnelle, Les chemins de la résilience, Penser grand, Convaincre et inspirer, Guérir des blocages, Raviver la motivation et l'ambition.*

Et plus récemment, *La science de la chance*, édition du 5 avril dernier, qui a rassemblé plus de 300 jeunes enthousiastes, venus puiser énergie et outils pour reprendre le pouvoir sur leur destinée.

Au-delà du show, la Masterclass d'

Edem est un laboratoire de transformation personnelle. L'ambition est claire : aider chaque participant à identifier ses freins, à explorer ses talents, à affirmer ses choix, à agir, enfin. Pour cela, Edem d'Almeida partage sans filtre son parcours, ses échecs, ses leçons de vie, ses lectures, ses routines. Il n'enseigne pas la réussite, il la démythifie. Et il montre, par l'exemple, que la clé n'est jamais extérieure : elle réside en chacun.

Aujourd'hui, la Masterclass s'impose progressivement comme un rendez-vous incontournable du développement personnel au Togo. Et demain ? Elle pourrait bien s'exporter dans d'autres villes, d'autres pays, voire sur d'autres formats : documentaires, podcasts, séries éducatives. Car comme le dit souvent son fondateur, « tant qu'il y aura un jeune qui doute de sa valeur, il y aura une raison de continuer ».



Un entrepreneur à cœur ouvert : convictions, héritage et vision pour l'Afrique

Difficile d'évoquer Edem d'Almeida sans parler de ses valeurs profondes, celles qui façonnent l'homme autant que l'entrepreneur. Loin des projecteurs, il cultive un style de leadership rare, fondé sur la sincérité, la cohérence et la fidélité à ses principes. Pour ses enfants, il est un père entier, attentif et exigeant. Pour ses proches, un protecteur infatigable, un fédérateur de bonne volonté. Et pour la communauté qu'il inspire à travers ses Masterclass et ses projets entrepreneuriaux, il incarne un guide, un phare dans la brume. Pourtant, Edem préfère ne se résumer qu'en deux mots : engagement et conviction. Deux moteurs puissants, forgés dans l'épreuve et la fidélité à soi-même.

Sa trajectoire, marquée par des embûches autant que des percées, ne s'inscrit pas dans une logique de revanche, mais dans une volonté permanente de transformation. Lui-même ne s'est jamais présenté comme un « modèle », mais comme un homme en mouvement, apprenant sans relâche, acceptant de tomber pour mieux se relever, et surtout, acceptant de transmettre ce qu'il a appris. « Je ne fais pas ce que je fais pour réussir seul, mais pour que d'autres comprennent qu'il est possible de transformer ses échecs en énergie, ses doutes en direction », confie-t-il souvent.

Il puise cette philosophie de vie dans une parole fondatrice, transmise par sa grand-mère maternelle et qui continue de le guider : « Connais-toi toi-même ». Une simple phrase, mais une boussole. Loin de n'être qu'une maxime philosophique, elle est devenue pour lui un principe de vie, un appel à l'introspection et à l'alignement entre ce que l'on est, ce que l'on fait et ce que l'on devient.

C'est ce travail de connaissance de soi qui a forgé le Edem que l'on connaît aujourd'hui. Tout petit, il rêvait de devenir militaire, fasciné par les uniformes, la rigueur et l'idée de servir. Puis, comme beaucoup d'enfants, il s'est laissé séduire par l'image de l'homme d'affaires, celui qui voyage partout en avion et qui impose son aura dans les tours vitrées des grandes villes. Et puis, la vie a tranché. Un échec au baccalauréat a mis fin au rêve de médecine militaire, mais a ouvert une voie qu'il n'aurait jamais imaginée : celle de l'écologie industrielle et de l'entrepreneuriat à impact.

Ce parcours n'a jamais été un reniement de lui-même, mais plutôt une maturation progressive d'un projet de vie fondé sur la quête de sens et l'impact durable. Et c'est cette leçon, la plus précieuse à ses yeux, qu'il transmet aux jeunes à travers ses prises de parole, ses programmes de mentorat et ses Masterclass : se connaître pour choisir, choisir pour agir, agir pour bâtir.



Une vision claire pour l'avenir : construire, encore et toujours



Aujourd'hui, Edem d'Almeida regarde l'avenir avec lucidité, mais aussi avec confiance. L'Afrique, dit-il, est un continent riche de ressources, mais surtout de talents. L'innovation y est partout, même dans les zones que l'on croit « périphériques ». Ce qu'il faut, selon lui, ce n'est pas seulement former les jeunes ou financer les projets, mais aligner les intentions politiques avec les actions concrètes. « L'écart entre la promesse politique et l'action politique est encore trop grand. Si l'on veut bâtir une Afrique forte, il faut le réduire. »

Pour cela, Edem plaide pour des écosystèmes économiques robustes, qui soutiennent vraiment l'innovation locale, valorisent les industries vertes, et créent un environnement propice à la prise de risque. « L'avenir de l'Afrique est entre les mains de ceux qui oseront créer malgré l'adversité. » Et si lui a réussi à se frayer un chemin dans le secteur jugé peu sexy de la gestion des déchets, il est convaincu que d'autres jeunes peuvent à leur tour créer dans des secteurs sous-estimés, mais stratégiques.

Dans son plaidoyer pour une Afrique résiliente et audacieuse, il ne cesse de marteler un message fort, simple mais percutant :

« Tu es ta plus belle opportunité. » Rêve grand. Pense grand. Convaincs. Inspire. Sois audacieux. Ne laisse personne, ni les autres, ni les circonstances, limiter tes ambitions. C'est ce message qu'il adresse aux jeunes de Lomé, d'Abidjan, de Dakar, de Kinshasa ou de Ouaga, convaincu que l'Afrique a besoin de ses propres héros du quotidien, de ses propres bâtisseurs, de ses propres rêveurs qui osent. Ce n'est pas un appel à la facilité, ni à l'optimisme naïf. C'est une invitation à l'engagement, à la rigueur, et à la résilience.

« Le monde attend ce que tu as à offrir », conclut-il souvent. Un appel, mais aussi une responsabilité : faire de soi une ressource pour les autres, un levier pour son territoire, un acteur de transformation.



TECH

Vidéos générées par IA : comment les reconnaître à l'ère de Veo 3 et de l'ultraréalisme ?

Un kangourou en avion, un maire transformant un lycée en usine, des explosions en pleine ville… et si tout cela n'avait jamais existé ? Avec la montée fulgurante des intelligences artificielles génératives vidéo comme Veo 3 de Google, il devient de plus en plus difficile de distinguer le vrai du faux. Dans cet article, on vous livre les clés d'analyse indispensables pour détecter les vidéos créées par IA.



Le nouvel âge de la vidéo : quand l'IA défie la réalité

Depuis l'arrivée de Veo 3, l'outil de génération vidéo par intelligence artificielle développé par Google, une nouvelle ère s'ouvre dans le monde du contenu visuel. En quelques secondes, des scènes d'apparence authentique sont produites avec un réalisme bluffant. Qu'il s'agisse de conférences imaginaires, de conflits géopolitiques simulés ou de saynètes bibliques improbables, la frontière entre fiction et réalité vacille.

Ces technologies, bien que révolutionnaires pour les créateurs, représentent un défi colossal en matière de désinformation. Car ce réalisme peut facilement être détourné à des fins malveillantes, comme l'ont prouvé plusieurs journalistes et chercheurs en cybersécurité.



IA vidéo : entre innovation créative et outil de manipulation

Avec Veo 3, Google propose des vidéos de 8 secondes d'un réalisme sidérant. Contrairement à ses prédécesseurs, cet outil est capable de simuler mouvements de caméras, ambiances sonores et textures d'environnement d'une fidélité inquiétante. Mais ce qui étonne encore plus, c'est sa capacité à générer des scénarios de toutes pièces — interviews dans un salon automobile, protestations populaires inventées, ou faux reportages de guerre.



Des vidéos virales… mais fausses

Des experts comme Henk Van Ess ou encore le magazine Time ont démontré qu'avec un budget dérisoire et quelques minutes, il est possible de créer une vidéo mensongère crédible. Résultat : des scènes fictives circulent comme des faits réels sur les réseaux sociaux, avec un impact non négligeable sur l'opinion publique.



5 réflexes pour démasquer une vidéo générée par IA

Inspecter les arrière-plans avec vigilance

Les IA se concentrent souvent sur le sujet principal. Résultat ? Les arrière-plans trahissent la supercherie : corps inachevés, membres qui disparaissent, objets qui changent d'apparence. L'EPFL alerte notamment sur les erreurs liées aux occlusions (éléments temporairement cachés qui réapparaissent déformés).

Analyser les textes affichés

L'écriture reste le talon d'Achille des IA génératives. Textes flous, lettres incohérentes ou langages inexistants : autant de signaux d'alerte. Un billet d'avion illisible ou une enseigne commerciale farfelue doivent immédiatement susciter le doute.

Observer la durée et la cohérence des scènes

La majorité des IA, y compris Veo 3, génèrent des vidéos de moins de 10 secondes. Une coupure abrupte ou des changements incohérents d'un plan à l'autre (tenues, objets, visages) sont de sérieux indicateurs de génération artificielle..

Identifier les incohérences physiques

L'intelligence artificielle a encore du mal à respecter les lois de la physique : objets flottants, reflets mal rendus, ombres absentes… Des éléments que l'œil averti peut détecter, même si l'image est séduisante.

Toujours vérifier la source

C'est la règle d'or. Qui a publié la vidéo ? Est-elle relayée par des médias fiables ? Une recherche d'image inversée via Google, TinEye ou Yandex peut permettre de remonter à l'origine du visuel ou de découvrir qu'il a été généré via des outils comme Midjourney.



Une technologie en avance sur notre perception ?

Si aujourd'hui encore, les experts parviennent à repérer des vidéos IA grâce à des détails techniques, le temps joue contre nous. Demain, les contenus seront plus longs, plus cohérents, plus difficiles à identifier. Les filigranes numériques comme la norme C2PA, développés par Google ou Meta, pourraient devenir notre seule véritable ligne de défense. Mais en attendant leur démocratisation, la vigilance humaine reste primordiale.

Dans ce monde où l'image devient manipulable à volonté, l'esprit critique et la vérification de source sont nos meilleures armes. À l'heure où l'intelligence artificielle redéfinit le réel, une simple vidéo ne peut plus suffire à prouver un fait.

Ne croyez pas tout ce que vous voyez. Analysez. Vérifiez. Interrogez.



IMMERSION

Les tambours parlants du Togo : Entre rites funéraires et mémoires vivantes

Dans les sociétés traditionnelles d'Afrique de l'Ouest, les tambours ne sont pas de simples instruments de musique. Ils sont des voix, des messagers, des porteurs d'histoire. Au Togo, plusieurs variantes de tambours parlants perpétuent cette tradition millénaire, chacune avec ses spécificités culturelles, ses usages et ses symboles. Entre le Tama, le Vou Gan et la danse Tawougan, ces percussions racontent, chacune à leur manière, le lien indéfectible entre les vivants et leurs ancêtres.



Le Tama : le tambour qui parle et transmet

Les Batammariba, dont le nom Le Tama, ou «talking drum», est sans doute le plus célèbre des tambours parlants d'Afrique de l'Ouest. Né au 13e siècle, il a traversé les empires du Mali et du Sénégal avant de s'enraciner chez les Éwé et les Mina du Togo. Contrairement aux tambours funéraires comme le Vou Gan ou la danse Tawougan, le Tama s'est d'abord imposé comme un outil de communication à distance. Capable d'imiter les intonations de la voix humaine, il servait à transmettre des messages codés entre villages, à annoncer des décisions royales ou encore à rythmer des cérémonies d'intronisation.

Mais au-delà de son rôle informatif, le Tama est aussi un gardien de la mémoire collective. Il accompagne les chants de louange, raconte les exploits des ancêtres, célèbre les mariages et les funérailles. Lors des fêtes villageoises, ses battements, précis et modulés, portent les récits d'une communauté, faisant de chaque performance un acte de transmission culturelle. Aujourd'hui encore, dans les localités d'Aného, Glidji ou Lomé, le Tama résonne comme un écho vivant des traditions ancestrales.

Le Vou Gan : le tambour des notables et des funérailles royales

Si le Tama parle pour informer et chanter les vivants, le Vou Gan, lui, s'adresse aux ancêtres. Né au 17e siècle dans les communautés Éwé et Guin, ce tambour sacré est au cœur des cérémonies funéraires des notables. Contrairement au Tama qui est souvent porté sous l'aisselle, le Vou Gan est disposé au sol ou porté par des personnes lors des processions, et il se distingue par sa structure trinitaire : un grand tambour central (le père) et deux plus petits (les jumeaux).

Le Vou Gan est bien plus qu'un instrument : il est un acteur central d'un rituel théâtralisé où chaque battement dialogue avec le monde invisible. Le joueur principal, initié et désigné à vie, entame une conversation codée avec les notables présents, saluant leur arrivée et rappelant leur rang. La danse qui accompagne ce rituel est tout aussi codifiée : gestes d'humilité, rondes d'allégeance, pas crescendo... Le Vou Gan n'accompagne pas la danse, il la dirige, il la raconte.

La danse Tawougan : le poids du tambour, le poids de l'héritage

À l'opposé du Vou Gan, qui mobilise plusieurs joueurs et notables, la danse Tawougan met en scène un acteur unique : le fils aîné. Originaire des communautés Ouatchi du sud-est Togo, cette danse funéraire symbolise la transmission du fardeau familial après le décès du père. Le fils aîné porte sur sa tête un tambour de 60 kg, qu'il transporte de la maison paternelle à la place publique, accompagné d'un batteur.

Si le Tama sert à parler et le Vou Gan à honorer les chefs, le Tawougan, lui, est un rite d'affirmation personnelle et familiale. À travers des pas codifiés, le danseur retrace la vie de son père, racontant ses œuvres et ses valeurs. Le poids du tambour sur sa tête symbolise le poids de la responsabilité qu'il hérite désormais. Ici, le tambour ne parle pas directement, mais il résonne à travers les pas, les souffles, la posture du danseur.



Mémoire, identité et transmission

Qu'ils soient portés à l'épaule, frappés au sol ou hissés sur la tête, le Tama, le Vou Gan et la danse Tawougan partagent une vocation commune : celle de transmettre. Chacun à leur manière, ils relient le présent au passé, les vivants aux ancêtres, le visible à l'invisible.

Contrairement au Tama qui s'est ouvert à diverses fonctions sociales (mariages, intronisations, cérémonies Vaudou), le Vou Gan et le Tawougan restent intimement liés au rituel funéraire et à la mémoire des notables. Mais tous trois rappellent une chose essentielle : dans les cultures togolaises, le tambour n'est jamais un simple instrument. Il est une voix, un gardien, un passeur d'histoires.

Dans un monde où les traditions se fragilisent face à la modernité, ces tambours continuent de battre, portés par des familles de griots et d'initiés, conscients que derrière chaque frappe se cache une part de l'âme collective. À chaque cérémonie, c'est une leçon d'histoire vivante qui se joue, un rappel vibrant que l'identité culturelle n'a de force que si elle continue de se raconter.





Nous livrons au bon endroit au bon moment

Courriers, Colis, Courses, Médicaments, Déménagements

D-liv&r
Compagnie Africane de Livraison

+228 9052 9380
www.deliverafrica.pro
contact.deliverafrica.pro
@dliverafrica

nw
SERIES

HOUSE of CARDS

SAISON 2



LUNDI À 16H00

SUR **NEW WORLD SERIES**

REDIFFUSION 20H